

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 9 mars 2010

Des résultats financiers performants, dans un contexte difficile

Dans une année marquée par la crise économique et les aléas climatiques, le chiffre d'affaires de RTE (4 130 M€) n'est qu'en léger retrait par rapport à 2008 (-2,2%). Le résultat net est satisfaisant, impacté positivement par un événement exceptionnel. Dans le maintien des principaux équilibres financiers, RTE continue de mener une politique industrielle dynamique : RTE a encore augmenté en 2009 ses investissements (1 021 M€, + 22%), ainsi que les dépenses de sécurisation mécanique de son réseau.

Le chiffre d'affaires 2009 de RTE est de 4 130 M€, en retrait de 2,2% par rapport à 2008. Sur la France, le chiffre d'affaires est affecté par un contexte difficile, notamment la crise économique. Les effets de celle-ci se font ressentir sur la consommation d'électricité (-1,6% par rapport à l'année précédente), notamment dans la grande industrie (-8,6%). Les niveaux de consommation d'électricité élevés enregistrés pendant les vagues de froid de début et de fin d'année 2009, ainsi que l'entrée en vigueur tardive d'un nouveau tarif d'accès au réseau¹ couvrant mieux les dépenses, atténuent l'impact, sur le chiffre d'affaires, de la crise économique. Au total, les recettes liées au transport de l'électricité en France progressent de 49 M€ (+1,3%). Les recettes d'interconnexions diminuent, pour leur part, de 126 M€ par rapport à 2008 (-33%).

L'EBITDA² s'élève à 1 211 M€, en baisse de 10% par rapport à 2008. Le résultat net après impôt de 500 M€ (+ 205 M€ par rapport à 2008) intègre le reversement à RTE, à effectuer par EDF, de sa quote-part du remboursement par l'Etat intervenue suite à l'annulation de la décision du tribunal de l'Union Européenne³. Retraité de cet élément, le résultat net s'établirait à 199 M€, en retrait de 96 M€ par rapport à 2008.

Les dépenses d'investissement continuent leur forte progression, comme RTE s'y était engagé (1 021 M€, + 22%), en ligne avec l'enveloppe autorisée par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), pour faire face à l'arrivée de nouveaux moyens de production et renforcer les interconnexions internationales. Cette évolution traduit la réalisation et le renouvellement de 951 Km de circuits électriques à haute et très haute tension et le raccordement au réseau de 14 nouveaux postes (225 kV, 90kV et 63 kV).

En lien avec la progression de ses investissements, RTE a poursuivi ses embauches, notamment dans l'ingénierie. En 2009, RTE a recruté 285 salariés, dont 131 cadres. Les effectifs statutaires sont ainsi passés de 8 439 à 8 515 entre fin 2008 et fin 2009.

Contacts presse :

Thierry Lartigau : +33 (0)1 41 02 16 78 +33 (0)6 23 67 83 93 thierry.lartigau@rte-france.com
Claire de Villele : +33 (0)1 41 02 17 77 +33 (0)6 65 49 70 90 claire.de-villele@rte-france.com

Les dépenses liées à l'exploitation du système électrique, d'un montant de 1 166 M€, augmentent de 10% (+ 105 M€). Cette évolution découle principalement de la hausse des prix de l'électricité que RTE achète pour compenser les pertes physiques sur son réseau.

La rentabilité économique brute⁴ de RTE se situe en 2009 à 5,6%, inférieure au résultat 2008 (7%). Cette évolution est liée principalement à la résorption, à travers le nouveau tarif TURPE3, des écarts de calage favorables observés, sur la période tarifaire précédente, entre les résultats de RTE et les hypothèses sous-tendant le tarif TURPE2 concernant notamment les produits d'allocation des capacités sur les lignes d'interconnexion⁵. Retraité de cette restitution, le ROCE s'établirait à 7,2%.

La dette nette totale reste à un niveau contenu, à 6 355 M€ (+ 291 M€ par rapport à 2008), malgré la croissance du volume d'investissement et de moindres flux de trésorerie générés par l'exploitation.

Malgré le contexte économique général, les dépenses de sécurisation mécanique du réseau (142 M€)⁶ ont continué de croître en 2009 (+ 20% par rapport à 2008) et atteignent leur niveau maximal depuis 2002. Les travaux déjà réalisés ont prouvé leur efficacité lors de la tempête Klaus de janvier 2009, RTE ayant remis en service l'ensemble de son réseau en moins de cinq jours, conformément à l'engagement pris auprès de l'Etat en 2002.

En 2010, RTE poursuivra une politique industrielle ambitieuse, en augmentant à nouveau ses investissements à hauteur de 1 116 M€⁷ et ses dépenses de sécurisation à plus de 180 M€, niveau qui sera maintenu les années suivantes pour achever le programme de sécurisation tel que prévu en 2017.

¹ Tarif d'Utilisation du Réseau Public de Transport d'Electricité (TURPE3) entré en application au 1er aout 2009.

² « Earnings before Interest, Tax and Depreciation », soit le chiffre d'affaires et les produits de gestion courante sous déduction des achats de matières, travaux et services, des frais de personnel et des impôts et taxes autres que l'Impôt sur les Sociétés.

³ Le tribunal de l'Union Européenne a rendu le 15 décembre 2009 un arrêt annulant une décision de la Commission du 16 décembre 2003, relative à un aide d'Etat présumée à EDF. L'Etat a reversé à EDF le 30 décembre 2009 la somme de 1 224 M€.

⁴ ROCE (Return On Capital Employed) calculé sur la base des comptes sociaux de RTE SA en normes françaises, rapport du résultat d'exploitation à l'actif économique mobilisé par RTE pour son activité

⁵ Ces écarts favorables avaient conduit à des niveaux de rentabilité artificiellement élevés en 2006 (9,6%) et 2007 (9,5%)

⁶ intégrant l'ensemble des charges d'exploitation (main d'œuvre incluse)

⁷ Délibération de la CRE du 17 décembre 2009 portant décision sur le programme d'investissements de RTE pour 2010. www.cre.fr

Contacts presse :

Thierry Lartigau : +33 (0)1 41 02 16 78 +33 (0)6 23 67 83 93 thierry.lartigau@rte-france.com
Claire de Villele : +33 (0)1 41 02 17 77 +33 (0)6 65 49 70 90 claire.de-villele@rte-france.com